

<http://clg-simone-veil-neuille-pont-pierre.tice.ac-orleans-tours.fr/eva/spip.php?article13>

Biographie de Simone Veil

- Bienvenue - Biographie de Simone Veil -

Date de mise en ligne : mercredi 1er mai 2024

Copyright © Collège Simone Veil - Neuillé-Pont-Pierre - Tous droits réservés

Porteuse de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse, Européenne convaincue, Simone Veil s'est éteinte le 30 juin 2017, à l'âge de 89 ans. Le 1er juillet 2018, l'une des plus grandes et illustres figures de la vie politique française est la cinquième femme à entrer au Panthéon.

Une enfance niçoise

Née le 13 juillet 1927 à Nice, dernière de quatre enfants, Simone Veil est issue d'une famille juive, patriote et laïque.

Matricule 78651

Après l'offensive allemande en 1940 et l'armistice, le statut des Juifs est bientôt promulgué, et André Jacob, père de Simone, se voit retirer le droit d'exercer son métier d'architecte. Avec l'arrivée de la Gestapo le 9 septembre 1943, la famille Jacob doit alors s'éparpiller.

Le 29 mars 1944, Simone Jacob passe les épreuves du baccalauréat. Le lendemain, elle est arrêtée par la Gestapo, elle transitera par le camp de Drancy avant d'être déportée à Auschwitz-Birkenau, où elle arrive le 15 avril 1944.

La nuit même de son arrivée, un numéro indélébile est tatoué sur le bras de Simone Jacob, le n° 78651

Recommencer à vivre

Simone, sa mère et sa soeur, encore survivantes après l'évacuation du camp d'Auschwitz, le 18 janvier 1945, entament avec les 40 000 autres détenus la mémorable longue « marche de la mort » à travers la Pologne et l'Allemagne, jusqu'au camp de Bergen-Belsen.

De retour en France le 23 mai 1945, une date que Simone n'oubliera jamais, elle apprend qu'elle a été reçue aux épreuves du baccalauréat passées la veille de son arrestation.

Elle décide alors de s'inscrire à la faculté de droit, comme elle l'avait toujours voulu, et entre parallèlement au nouvel Institut d'études politiques, rue Saint-Guillaume. C'est là qu'elle rencontre Antoine Veil, tout juste démobilisé.

Issu d'une famille qui évoque par bien des côtés celle que Simone a perdue - « des Juifs non religieux, profondément cultivés, amoureux de la France » -, elle se marie avec Antoine Veil le 16 octobre 1946. Elle a dix-neuf ans, il en a vingt

Dans la magistrature

Simone Veil, qui s'est jusqu'alors entièrement dévouée à ses enfants et à son mari, s'inscrit au concours de la magistrature, accessible aux femmes depuis 1946.

D'abord attachée titulaire à la Direction de l'administration pénitentiaire, elle passe sept années, de 1957 à 1964, à agir activement pour l'amélioration du sort des détenus.

Elle est ensuite affectée à la Direction des affaires civiles, sous la tutelle du garde des Sceaux qui lance de grandes réformes du code civil en matière familiale ; c'est Simone Veil qui rédige le projet de loi sur l'adoption.

Puis elle devient en 1969 conseillère technique dans le cabinet du ministre de la Justice.

L'année suivante, nommée secrétaire du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) par le Président Pompidou, elle est la première femme à occuper ce poste.

Le délicat dossier de l'Interruption volontaire de grossesse

À la suite de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République, le 19 mai 1974, Simone Veil est nommée ministre de la Santé.

Elle est la seule femme ministre de ce gouvernement, ses collègues féminines occupant des secrétariats d'État.

Dès le premier Conseil des ministres, le sujet de la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse est abordé par le Président Giscard d'Estaing. Face au problème de l'avortement clandestin, il y a urgence.

C'est Simone Veil qui est chargée de faire adopter le projet de loi. Un dossier très délicat. Portée par le mouvement féministe et soutenue par l'engagement à ses côtés du ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski, Simone Veil affronte les attaques.

C'est dans une grande agitation que, le 26 novembre 1974, le président de l'Assemblée nationale, Edgar Faure, lui donne la parole.

Suite à une grève de l'ORTF, les programmes ayant été annulés, les débats de l'Assemblée sont retransmis en

direct par les grévistes. Son discours - de quarante minutes - va bouleverser la société française et faire entrer Simone Veil dans l'Histoire.

Suivent trois jours de discussions parfois violentes. La loi est finalement votée dans la nuit du 29 novembre 1974.

Puis le texte est voté au Sénat et la loi est promulguée le 17 janvier 1975, elle prévoit que : « la femme enceinte que son état place dans une situation de détresse peut demander à un médecin l'interruption de sa grossesse. Cette interruption ne peut être pratiquée qu'avant la fin de la dixième semaine. »

Citoyenne de l'Europe au niveau le plus élevé

Après ces cinq années passées au ministère de la Santé, s'ouvre ensuite pour Simone Veil l'important épisode européen. La construction européenne est à ses yeux le seul moyen d'éviter les horreurs du passé. Elle en est intimement convaincue depuis son retour des camps.

Le président Giscard d'Estaing lui propose de porter les couleurs de l'UDF aux premières élections du Parlement européen au suffrage universel, le 10 juin 1979. C'est son baptême électoral - un baptême victorieux : sa liste arrive largement en tête.

Valéry Giscard d'Estaing soutient alors la candidature de Simone Veil à la présidence du Parlement européen, y percevant un symbole fort de la réconciliation franco-allemande et de la construction européenne.

« Qu'une ancienne déportée devienne la première présidente du nouveau Parlement européen lui paraissait de bon augure pour l'avenir », écrit à ce propos Simone Veil dans ses Mémoires.

Élue le 17 juillet 1979 présidente du Parlement européen par 192 voix - trois voix de plus que la majorité absolue -, Simone Veil devient citoyenne de l'Europe au niveau le plus élevé, poste qu'elle occupe pour trente mois, jusqu'en janvier 1982.

Pour autant, elle ne renonce pas à l'Europe. Présidente du groupe libéral, elle poursuit son engagement actif dans la vie politique européenne, à la tête notamment du service juridique du Parlement, jusqu'en 1993.

Première femme nommée ministre d'État

Le 30 mars 1993, alors qu'elle est sur le point d'aller en Namibie où doit se tenir un important colloque sur le sida, Édouard Balladur, nouveau Premier ministre nommé par François Mitterrand, propose à Simone Veil de revenir au ministère de la Santé et des Affaires sociales, au rang de ministre d'État.

Elle accepte, et lui demande d'adjoindre à ses fonctions celles du ministère de la Ville, s'attaquant de front, pendant deux ans, au déficit de la Sécurité sociale et aux quartiers difficiles.

Après l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, à la demande du Premier ministre Alain Juppé, elle présidera le Haut conseil à l'intégration ; elle y travaillera sur les questions d'égalité des chances.

Membre du Conseil constitutionnel

De 1998 à 2007, Simone Veil achève sa carrière au Conseil constitutionnel où elle est nommée par René Monory, président du Sénat, pour un bail de neuf ans.

Durant le temps où elle y siège, le problème de la primauté du droit communautaire sur la législation française est longuement débattu. En tant que « militante de l'Europe », elle demande d'ailleurs un congé sans solde au président du Conseil constitutionnel, Pierre Mazeaud, pour sortir de sa réserve, le temps de faire campagne en 2005 pour le projet de Constitution européenne.

Aux Justes qui ont incarné l'Honneur de la France

Simone Veil assure parallèlement, de 2000 à 2007, la présidence de la Fondation pour la mémoire de la Shoah, créée avec les fonds publics et privés des spoliations des Juifs qui n'ont pas été réclamés par leurs détenteurs ou leurs ayants droits.

Une part du budget est consacrée au musée du Mémorial, qui abrite à la fois le mur des Déportés et le mur des Justes. Le 18 janvier 2007, aux côtés du Président de la République Jacques Chirac, Simone Veil dévoile dans la crypte du Panthéon une plaque dédiée aux Justes parmi les nations qui « bravant les risques encourus, ont incarné l'Honneur de la France, ses valeurs de Justice, de Tolérance et d'Humanité. »

Élue en 2008 à l'Académie française au fauteuil n° 13 qui fut celui de Paul Claudel, de Pierre Loti et de Pierre Messmer, mais aussi celui de Jean Racine, Simone Veil entre sous la Coupole le 18 mars 2010. En 2012, François Hollande, président de la République, lui remet les insignes de grand-croix de la Légion d'honneur.

Décès et Panthéonisation

Simone Veil meurt à son domicile parisien de la place Vauban le 30 juin 2017, à quelques jours de son 90e anniversaire. Le 1er juillet 2018, la cérémonie d'entrée au Panthéon de Simone Veil et de son mari, Antoine, rassemble des milliers de personnes. Après le passage de leurs cercueils devant des photographies représentant le parcours de Simone Veil, Emmanuel Macron, président de la République, prononce un discours d'hommage. Ses prédécesseurs, François Hollande et Nicolas Sarkozy, saluent aussi sa mémoire.

Biographie inspirée du livre de Simone Veil : Une vie, éditions Stock, 2007

<https://www.info.gouv.fr/actualite/1927-2017-cetait-simone-veil>

et de <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000001946/l-entree-au-pantheon-de-simone-veil.html>